

Ecrit par le 22 juillet 2024

Les élus dévoilent 14 propositions pour lutter efficacement contre la pollution des emballages plastiques



Alors que la concertation nationale autour de la « fausse » consigne pour recyclage des bouteilles en plastique, lancée par le Gouvernement le 30 janvier dernier, se poursuit, les associations de collectivités réaffirment collectivement leur opposition ferme à un projet dont les conséquences seraient contreproductives, tant du point de vue environnemental, économique, que social.

À trois mois de la décision finale prévue en juin, et de manière inédite, l'AMF, Intercommunalités de France, AMORCE, l'AMRF, l'ANPP, l'APVF, le Cercle National du Recyclage, Départements de France, France urbaine et Villes de France unissent leurs forces afin de travailler sur des propositions communes et faire front uni contre ce projet de fausse consigne, qui serait non pas pour réemploi mais pour recyclage.

Contreproductive, cette fausse consigne n'aurait d'autre conséquence que de complexifier le geste de tri pour les citoyens, et d'encourager indirectement la consommation de bouteilles en plastique, ce qui irait à rebours du sens de l'histoire à l'heure où le G7 se fixe enfin des premières ambitions de lutte contre la pollution. Les seuls bénéficiaires seraient les producteurs pour un gain estimé de plusieurs centaines de

Écrit par le 22 juillet 2024

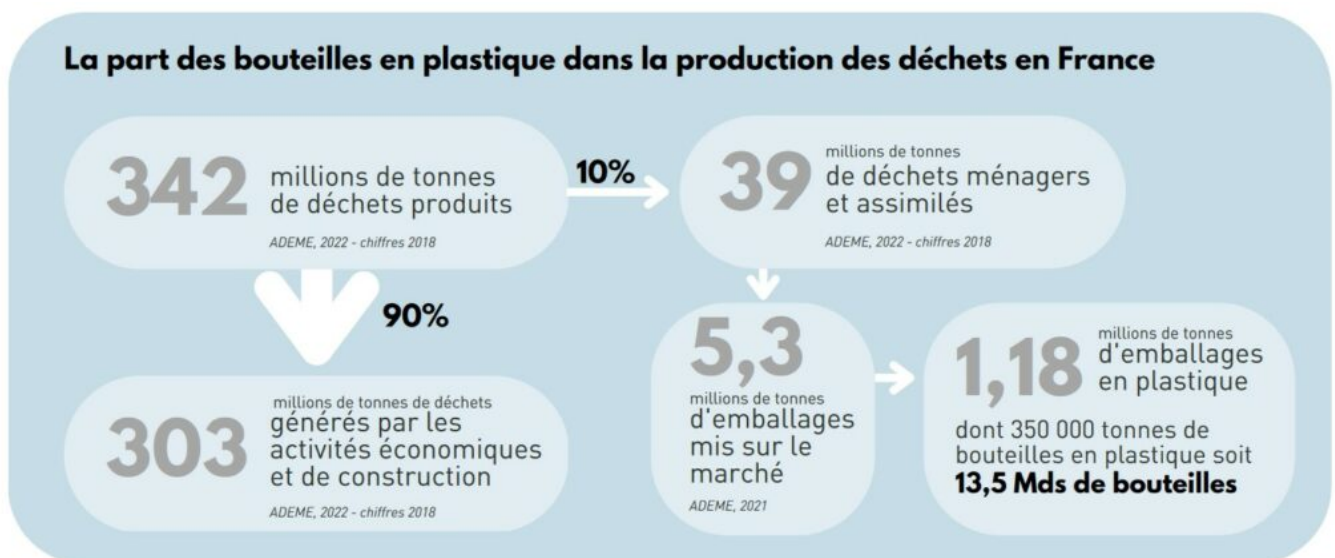
millions d'euros par an.

[Télécharger ici les 14 propositions](#)

Les échanges issus des différentes réunions de ce groupe de travail ont abouti sur 14 propositions alternatives permettant de remplir les objectifs de collecte et recyclage des bouteilles en plastique, tout en préservant le service public de gestion des déchets et le geste de tri, mais également en dépassant le seul sujet de ces bouteilles.

Ces propositions alternatives visent à atteindre, certes, l'objectif spécifique de 90 % de collecte pour recyclage des bouteilles pour boisson en plastique (315 000 tonnes par an), mais surtout de réduire massivement la pollution induite par l'ensemble des déchets plastiques (5 millions de tonnes) et enfin d'atteindre les principaux objectifs de la France en matière d'économie circulaire sur les déchets ménagers (38 millions de tonnes).

Les élus locaux, représentés par leurs dix associations représentatives, resteront mobilisés tout au long de la concertation afin de porter haut et fort leur opposition à la fausse consigne, et leurs propositions pour un service public de gestion des déchets ambitieux et efficace, notamment à l'occasion des concertations régionales sur le sujet dans les semaines à venir où ils feront entendre la voix des territoires.



Écrit par le 22 juillet 2024

Communes forestières, comment, en tant qu'élus faire face au changement climatique ?

Les **Communes forestières** organisent une visite afin d'échanger avec les élus sur les répercussions du changement climatique en forêt.

Les espaces forestiers sont actuellement fragilisés par les sécheresses successives, les attaques parasitaires, les incendies de forêt... Les élus des collectivités ont un rôle majeur à jouer en s'assurant de la gestion durable des forêts et en prenant en compte le changement climatique. Afin de les informer et de les accompagner sur ce sujet d'actualité, les Communes forestières les invitent à la visite :

«Les enjeux climatiques et leurs répercussions sur nos espaces forestiers : mise en place d'une gestion forestière adaptée »

Peuplement et pratiques sylvicoles

Première visite en cette rentrée de septembre, à l'ombre des arbres de la forêt de Bédoin, l'association des Communes forestières propose aux élus du département d'échanger sur un sujet d'actualité : l'impact du changement climatique sur les espaces forestiers. En lien avec l'Office national des forêts, des solutions seront proposées pour pouvoir adapter les pratiques sylvicoles et les peuplements à ce nouveau contexte.

Les infos pratiques

A travers la visite d'une forêt, les mesures de gestion forestière qui peuvent être mises en œuvre pour assurer la pérennité du couvert forestier seront présentées. Jeudi 22 septembre de 13h30 à 17h à Bédoin. Auditorium du centre culturel, place de la vigneronne.

MH

Les maires de Vaucluse condamnent

Ecrit par le 22 juillet 2024

L'agression du maire de Châteauneuf-sur-Cher



L'Association des Maires de Vaucluse (AMV84) vient de condamner l'agression de William Pelletier, maire de Châteauneuf-sur-Cher. L' élu de la petite commune du Cher de 1 500 habitants a été agressé et blessé à la tête le 31 août dernier par un individu de 19 ans. Ce dernier, arrêté depuis, est venu se venger d'une intervention de William Pelletier, le 21 juin, afin de mettre fin au chahut d'un groupe de jeune dans un camping de sa commune.

« Les coprésidents, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, et les membres du bureau de l'AMV 84, apportent leur soutien total à William Pelletier, maire de Châteauneuf-sur-Cher, et condamnent fermement l'acte d'agression dont il a été victime dans l'exercice de ses fonctions, expliquent les maires de Vaucluse. Cette agression, sur un élu local en charge d'une mission de service public, est aussi révoltante qu'inadmissible. Ces élus communaux, cœur battant de la République, fatigués, risquent

Ecrit par le 22 juillet 2024

d'abandonner leur écharpe tricolore avant même les prochaines élections. Aussi, nous interpellons le ministre de l'Intérieur et le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, afin qu'ils prennent des sanctions immédiates et exemplaires pour condamner ces actes intolérables. »

Un message entendu puisque l'auteur des faits a été condamné en comparution immédiate à 4 mois de prison avec sursis, et à 105 heures de travail d'intérêt général.

Les agressions des élus en forte hausse

Cette affaire illustre à nouveau l'augmentation inquiétante des agressions envers les élus (maires, adjoints, conseillers départementaux et régionaux ainsi que les parlementaires). Selon le ministère de l'Intérieur, ces attaques étaient ainsi en hausse de 47% en 2021.

Pour lutter contre ce phénomène, l'AMF (Association des maires de France) a même mis en place une adresse mail spécifique (observatoire.agressions@amf.asso.fr) afin d'accompagner les élus dans leurs démarches ainsi que de les informer.

En Vaucluse, l'AMV a déjà interpellé les services de la préfecture du département sur la mise en place des sanctions plus lourdes afin de lutter contre les agressions physiques et verbales directes ou sur les réseaux sociaux ainsi que la sensibilisation des effectifs de gendarmerie et de police sur le caractère prioritaire des plaintes d'élus.

Pour cela, mais aussi en cas troubles majeurs à l'ordre public ou de danger imminent, les élus vauclusiens disposent notamment de contacts spécifiques, accessibles 7 jours sur 7 et 24h/24, avec les forces de sécurité intérieure et le corps préfectoral en Vaucluse.

De dangereux précédents

Pour rappel, le paroxysme de ces agressions avait été atteint en août 2019 avec la mort de Jean-Mathieu Michel, 76 ans, maire de Signes dans le Var, renversé par la camionnette d'un maçon ayant pris la fuite après avoir déchargé illégalement des gravats. Le jeune artisan de 25 ans a été condamné, en mars dernier, à 3 ans de prison dont 2 avec sursis ainsi qu'à verser une indemnité de 15 000€ au fils du maire de Signes.

Plus loin dans le temps mais plus près de nous, Bernard Reynès, alors maire de Châteaurenard, avait été poignardé en 2013 par un individu lors de la cérémonie de commémoration du 11 novembre.

L'élus bucco-rhodanien avait été superficiellement blessé, malgré les 3 coups de couteau de son assaillant, un 'conspirationniste' de 32 ans souhaitant s'en prendre à un élu du même bord que Nicolas Sarkozy, qui a aussi blessé plus légèrement deux autres membres du conseil municipal de Châteaurenard lors de son attaque.

Enedis forme ses correspondants tempête

Ecrit par le 22 juillet 2024

pour gérer le terrain



Pour gagner en efficacité et rapidité lors d'intempéries, Enedis forme ses 'Correspondants tempête'. Grâce à leur connaissance affûtée du terrain ils guideront les équipes d'intervention et feront le relais auprès des populations.

Pour faire face aux dégâts causés par les intempéries, les chutes de neige, les vents violents Enedis mise sur une solide coordination de sa force d'intervention rapide électricité (Fire), les municipalités et les SDIS (Service départemental d'incendie et de secours). Pour parfaire le dispositif, le distributeur d'énergie met en place des 'Correspondants tempête'. Leur mission ? Mettre au service des équipes leur connaissance du terrain pour rétablir au plus vite l'électricité dans les habitations privées.

Ecrit par le 22 juillet 2024

Correspondants tempête, qui sont-ils ?

«Les correspondants tempête sont des élus ou des techniciens communaux qui connaissent particulièrement leur territoire précise Sébastien Quiminal, directeur Enedis Vaucluse. Leur rôle ? Faciliter l'identification des dégâts et simplifier l'accès au réseau endommagé permettant un rétablissement de l'électricité.»

Les moyens

Pour intégrer ce nouvel acteur dans le maillage d'intervention rapide, Enedis a sollicité les maires de Vaucluse lors d'une demi-journée de sensibilisation organisée par la Direction territoriale d'Enedis et de l'ISFME (Institut supérieur de formation professionnelle dédié aux métiers de l'énergie). La première formation a également été proposée aux élus, agents municipaux et aux pompiers, partenaires historiques d'Enedis lors des incidents.

Des avancées technologiques

«En plus des outils et procédures, des retours d'expériences des tempêtes passées et du développement des technologies, la modernisation du réseau avec des capteurs et objets connectés offre de nouvelles perspectives, relève Renaud Sampeur, Responsable-adjoint de l'Agence d'Intervention Enedis Vaucluse, les compteurs Linky permettent d'identifier à distance des pannes, permettant ainsi un rétablissement plus rapide de l'électricité.»

Enedis

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité qui emploie 38 000 personnes. Au service de 37 millions de clients, elle développe, exploite et modernise 1,4 million de kilomètres de réseau électrique basse et moyenne tension (230 et 20.000 Volts) et gère les données associées.

Enedis réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7J/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Intervenant pour le compte des collectivités locales, propriétaires des réseaux, elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

La santé ? Une question d'urbanisme !

L'ARS PACA (L'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur) et l'AURAV (L'Agence d'urbanisme Rhône-lez-Provence) proposent un webinaire sur 'La santé, une question d'urbanisme'.

Les choix en matière d'urbanisme ou d'aménagement conditionnent directement la qualité de vie et le

Ecrit par le 22 juillet 2024

bien-être des habitants, et donc leur santé. Comment intégrer la santé dans les projets des collectivités et territoires ? Quels leviers activer ?

Elus et techniciens du territoire

Des experts nationaux offriront des éléments de réponse jeudi 27 janvier 2022 de 9h30 à 12h. Cet événement concerne plus particulièrement les élus et techniciens des territoires dans la mise en œuvre d'un urbanisme favorable à la santé.

Les experts

Les invités experts sont les docteurs Pierre Souvet, président et fondateur de l'association Santé Environnement France et Emma Vilarem, docteure en neurosciences cognitives et directrice du [SCity](#). Frédéric Auffray, urbaniste, référent urbanisme et santé à Rennes métropole et enseignant associé à l'université de renne 2 et Raphaëlle Thiollier, designer de sedrvices en architecture éducative etcheffe de projet Oasis des cours d'école à la ville de Paris.

Lien de l'inscription [ici](#). Aurav. 164, avenue de Saint-tronquet. Immeuble le Consulat au Pontet. 04 90 82 84 80
MH

Episode de gel : les élus vauclusiens se mobilisent

Après avoir constaté les dégâts liés aux épisodes de gelées nocturnes des cultures agricoles, les élus locaux ont interpellé les pouvoirs publics en soutien aux nombreux exploitants agricoles. La Chambre d'Agriculture du Vaucluse a également activé une cellule d'appui constituée de démarches à entreprendre en [cliquant ici](#). Les dégâts sont désastreux et les pertes d'ores et déjà évaluées seront massives pour nombre d'exploitants. Plusieurs personnalités publiques réagissent :

Maurice Chabert, président du [Conseil départemental de Vaucluse](#)

« Je demande la mise en place de mesures d'accompagnement exceptionnelles telles que les exonérations de TFNB (Taxe foncière non bâti) et de charges sociales, mais aussi des prorogations de remboursement de prêts garantis, ou la mise en place de prêts à taux réduit et autres aides à la trésorerie ». Maurice Chabert demande au ministre de l'Agriculture la mise en place de mesures d'accompagnement, notamment pour les producteurs de raisins de table et de cuve qui ne sont pas éligibles aux indemnités dues au titre du dispositif de 'calamité agricole'.

Ecrit par le 22 juillet 2024

Julien Aubert, député de Vaucluse - 5^e circonscription (Les Républicains)

« Les 150 millions de ressources annuelles du Fonds national de gestion des risques en agriculture sont aujourd'hui loin d'être suffisants. Ce sont en effet près de 2 milliards d'euros de pertes qui sont avancées selon les premières estimations. [...] En Vaucluse, sur des exploitations qui produisent à la fois du raisin de table, du raisin de cuve et des cerises, le recours au régime des calamités agricoles n'est pas possible pour le raisin et s'agissant de la cerise il faut que celle-ci représente 13% de la valeur du produit brut théorique de l'exploitation, ce qui n'est pas le cas partout. »

Hervé de Lepinau et Marie Thomas de Maleville, conseillers départementaux de Vaucluse, canton de Carpentras, (Rassemblement National).

« [...] cette restriction de mécanisme d'aides ne peut concerner les producteurs de raisins de table qui, à l'instar de leurs collègues arboriculteurs, récoltent un fruit frais dont le temps de stockage avant commercialisation reste très limité (à la différence du raisin de cuve qui, après transformation en vin peut être stocké plusieurs années). [...] Enfin, il est impératif de rappeler que les éventuels reports de charges qui seront décidés ne peuvent que constituer un emplâtre sur une jambe de bois : additionner des charges échues aux charges à échoir ne fera que différer les problèmes et les éventuels dépôts de bilan. Ce sont des remises de charges qui sont nécessaires pour permettre aux exploitations de passer ce mauvais cap. »

Adrien Morenas, député de Vaucluse - 3^e circonscription (La République en marche)

« Pourriez-vous nous dire monsieur le Premier Ministre quel est le montant de l'enveloppe débloquée dans le cadre du régime de 'calamité agricole' ? Quel est l'accord trouvé entre le gouvernement et les assurances pour porter assistance au plus vite à celles et ceux qui en ont vivement besoin ? N'est-il pas grand temps d'instaurer des fonds de garantie par filière ? Et enfin, comment assurer une aide prévisionnelle en faveur de l'emploi saisonnier ? Car même s'ils ont tout perdu, le travail continue. »

Jacqueline Bouyac, présidente de la Cove et Michel Jouve, conseiller communautaire délégué à l'Agriculture et à la ruralité.

« La mairie doit adresser un courrier à M. le Préfet de Vaucluse demandant le classement de la commune en zone sinistrée au titre des calamités agricoles. La commune centralise ensuite alors les 'déclarations de pertes de récoltes' des exploitations de son territoire pour les transmettre de manière groupée aux services de l'Etat. La Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur a quant à elle débloqué une aide d'urgence qui peut être sollicitée par les exploitants agricoles concernés par un premier signalement mail à : serviceagri@maregionsud.fr. »

Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, Coprésidents de l'Association des Maires de Vaucluse.

« Nous vous remercions de bien vouloir reconnaître le département de Vaucluse, durement touché par cette période de gel, arbres fruitiers, vignes... comme zone sinistrée 'calamités agricoles'. Au-delà de cette reconnaissance, des mesures exceptionnelles doivent être prises pour accompagner nos agriculteurs déjà fortement impactés par la crise sanitaire. À défaut [...] c'est un pan essentiel de notre économie locale, régionale ou nationale qui pourrait être demain en très grande difficulté. »

Ecrit par le 22 juillet 2024

Lucien Stanzione, Sénateur de Vaucluse (Parti Socialiste)

« Il n'y aura pas de récolte d'amandes en 2021. Les pommiers, abricotiers et pêchers sont également très touchés. Concernant la viticulture, les pertes seraient de l'ordre de 50 à 100 % pour le vignoble des Côtes du Rhône, des Côtes du Ventoux et des Côtes du Lubéron. Il faut que l'Etat intervienne directement dans le cadre d'un plan de soutien à la viticulture provençale, au-delà de la procédure traditionnelle de 'Calamités agricoles'. »

Jean-Baptiste Blanc, Sénateur de Vaucluse (Les Républicains)

« A l'image de nos commerçants qui subissent des fermetures administratives pour raison sanitaire, nos viticulteurs et arboriculteurs vont 'fermer' pour cause climatique avec des conséquences lourdes en termes d'activité économique, de trésorerie, de pertes de revenus et des conséquences sur le plan social pour des milliers de travailleurs saisonniers. A évènement exceptionnel, il faut une réponse exceptionnelle ; un fonds de solidarité climatique à l'image du fonds de solidarité Covid pour les commerçants et les entreprises. »